

Calmer l'air chaud

Canada et le Protocole de Kyoto



Canada25
110 Charles Street West
Toronto, ON
M5S 1K9
416.313.3722 (T)
416.313.2999 (F)
info@canada25.com
www.canada25.com

Calmer l'air chaud

Devrions-nous blesser l'environnement ou l'économie ? Souvent, le débat sur la ratification du Protocole de Kyoto avait pris ce ton désagréable. Mais ce commentaire est inutile et même c'est décourageant—et maintenant, avec la ratification du Kyoto, il faut que le ton du débat change. C'est vrai que la ratification du Protocole forcera tous les Canadiens de modifier ces habitudes de la consommation d'énergie—comme il devrait. Plus important, la ratification présente une grande opportunité : devient un leader au monde dans l'efficacité de l'énergie et la production d'énergie des sources alternatives avec la coopération du gouvernement, l'industrie et les citoyens.

Cette conclusion est apparue dans la série des discussions organisé l'automne passé par Canada25, un organisme non-partisan dédié à l'engagement des perspectives de jeunes canadiens et canadiennes dans les débats des politiques publiques de Canada. Durant les deux mois passés, plus de 75 membres – du gouvernement, de l'industrie, des académiques, et du secteur non but lucratif – ont débattu les pour et contres du Protocole de Kyoto, la stratégie d'exécution du gouvernement, et les conséquences pour notre génération et notre pays.

Le sentiment commun dans ces discussions était la déception manifeste avec la stratégie d'exécution du gouvernement. Avec sa priorité sur les résultats immédiats au détriment d'inclusivité—et avec son action d'invoquer la fermeture pour terminer le débat au Parlement—le gouvernement fédéral a aliéné les groupes qu'il a besoin d'encourager. Maintenant, avec la ratification un fait accompli, le ton devrait changer. Les consommateurs, les entreprises et les gouvernements devraient prendre l'occasion fournit par Kyoto pour développer les partenariats stratégiques.

Après tout, les États-Unis et l'Union européen se battent déjà pour devient être le leader au monde dans les domaines d'efficacité de l'énergie et la production d'énergie des sources alternatives—et le prix est tellement gros. L'entreprise de reassurance global Swiss Re a estimé que le marché au monde pour l'échange des émissions de carbone sera 2 milliards\$EU en 2012, et le marché pour l'énergie des sources alternatives aura une valeur de 1.9 milliards\$EU en 2020. Nous vous voudrions de proposer, alors, trois initiatives qui peuvent mettre Canada dans une position de leadership au monde dans ces domaines importants :

Premièrement, le gouvernement fédéral doit établir un programme national d'échange des émissions. Comme au Royaume-Uni, qui, en mars, a crée la première échange de ce type au monde, nous devrions établir une mécanisme volontaire qui peut donner la motivation économique pour les entreprises canadiens innovatrices de baisser ces émissions : la capacité de vendre les crédits d'émissions en surplus aux entreprises qui le besoin (les États-Unis a établi avec succès une système « cap and trade » en 1995 pour réduire ses émissions d'oxyde d'azote et dioxyde de soufre – les causes primaires de pluie acide.) En même temps, nous rejetons le plan du gouvernement fédéral d'acheter les crédits pour les émissions sur le marché international. L'atrophie de l'industrie de la Russie a déjà baissé ces émissions au-dessous des niveaux de 1990, mais l'achat des crédits de Russie sape l'esprit du Protocole et, en réalité, constitue un transfert de la richesse qui n'est pas supporté par nos objectives des affaires étrangères.

Deuxièmement, tous les niveaux de gouvernement besoin d'augmenter ses investissements dans la recherche et développement de l'énergie alternative. Royal Dutch/Shell a estimé que 50% des besoins mondiales pour énergie en 2050 viendront des sources d'énergie renouvelable. Au Canada, Ballard Power Systems est une des entreprises la plus innovateur au monde, malgré de ces problèmes sur les bourses, et TransAlta a déjà investi des centaines de millions dans les projets pour l'énergie alternative. Mais le gouvernement a aussi besoin de faire son part—particulièrement avec les avantages économiques au long-terme qui ont été démontré par des organisations comme le centre Canadien pour les politiques alternatives. L'investissement d'un million dollars dans la production de l'énergie alternative ou la rénovation des maisons, par exemple, crée beaucoup plus des emplois que le même investissement dans la production de

l'énergie traditionnelle. Le gouvernement doit aussi supporter l'extraction et raffinement des sources de l'énergie traditionnelle comme l'essence fossile et le charbon.

Troisièmement, nous encourageons les consommateurs canadiens de réduire ses activités qui produisent le gaz à effet de serre avec la même passion et les mêmes principes qu'ils ont donnés pour les programmes de recyclage. Nous sommes une génération qui connaît les « trois Rs » : réduire, réutiliser, recycler – et nous croyons que n'importe stratégie pour réduire les émissions échouera sans la participation active des consommateurs. Le gouvernement fédéral doit démontrer le courage avec un appel public pour son participation. Il y a des outils de politiques publiques « carottes et bâtons » qui peuvent aider dans la réduction des émissions comme des nouvelles normes pour l'efficacité des automobiles ou des surtaxes sur les émissions pour les utilitaires sports, les subventions pour acheter des appareils plus efficaces ou des rabais d'impôt pour des rénovations.

Pour devenir un leader au monde dans l'efficacité de l'énergie ou dans la production de l'énergie alternative—et pour prendre les occasions et coûts du Protocole Kyoto—Canada besoin des partenariats entre les entreprises innovatrices, des gouvernements dédiés et des citoyens et citoyennes engagés. Canada25 croit que la réduction du gaz à effet de serre pourrait donner les avantages pour les entreprises mêmes pour la terre, et nous demandons Canada de montrer le chemin et de nous prouver correct.